

## **Lettre ouverte aux sans-papiers du collectif « Espoir ».**

### **1) pourquoi créer cette division entre les sans-papiers ?**

Depuis plusieurs mois, vous travaillez à regrouper certains sans-papiers sur des « critères » précis : pour avoir droit de cité dans votre collectif il faut être une famille, ayant fait une demande d'asile, et être hébergés dans un hôtel ou un foyer, à la charge de l'état. Vous créez de toutes pièces une catégorie de sans-papiers que vous opposez à l'ensemble des autres sans-papiers.

C'est d'autant plus grave que vous présentez les membres de votre collectif comme des personnes « méritantes », mettant en avant leur histoire personnelle dans le pays d'origine et insistant fréquemment sur leur niveau d'étude élevé. Par contraste les autres sans-papiers semblent moins « dignes » d'intérêt.

Pour notre part, au Rassemblement, notre seul critère, objectif et vérifiable, de bon sens, pour demander la régularisation, c'est le principe : « Qui vit ici qui travaille ici est d'ici. »

C'est un principe unificateur, qui s'oppose au « tri » entre les « bons » sans-papiers et les autres.

Autrement dit, nous référons la question des papiers à un problème de droits, et non à un choix ; nous affirmons que tous les gens qui vivent dans un pays doivent être traités à égalité, et donc avoir les mêmes droits, et en particulier les droits de leur travail, parce que c'est la base du reste.

Nous ne classons pas les gens (au nom de quoi le pourrions-nous ? Un réfugié économique devrait-il avoir moins de droits qu'un réfugié politique ? Un célibataire doit-il passer après un père de famille ?) Nous travaillons au contraire pour que chacun trouve sa place dans la bataille que nous menons **pour tous**.

### **2) conséquences de votre choix :**

En travaillant pour une « catégorie » particulière de sans-papiers, vous êtes amenés à manier le misérabilisme et la mendicité comme argument pour rallier des gens à vous : vous dites partout que les sans-papiers ne travaillent pas et ne peuvent pas se loger. Ce qui non seulement est faux (la plupart des gens travaillent et se débrouillent pour se loger), mais en plus très dangereux car vous amenez les sans-papiers sur le terrain de Sarkozy, qui a déclaré il y a quelques temps : « les clandestins ne travaillent pas, ils n'ont pas de logement, ils doivent être expulsés chez eux ». Il faut toujours prendre garde de ne pas passer de la question du droit des gens dans le pays où ils vivent et où ils travaillent, à la question de la charité

Une autre conséquence, c'est que vous ne proposez que des actions de type « suicidaire » et sans lendemain ; vos propositions ne peuvent que mener les gens dans une impasse politique totale, et au désespoir.

Pour avancer dans une régularisation générale, nous déclarons que nous travaillons ici, que nous vivons ici, et que nous faisons comme les autres gens : nous nous débrouillons pour nous loger. C'est pour cela qu'il faut les droits ici et que le gouvernement doit faire ce qu'a fait l'Espagne : **une régularisation sur la base du travail !** c'était d'ailleurs l'enjeu de notre journée de grève du travail du 22 juin à Toulouse.

### **3) la question du logement :**

Que des familles soient à la rue, ou doivent vivre dans des taudis, c'est intolérable !

C'est pourquoi, au Rassemblement, nous avons commencé depuis plusieurs mois un travail sur la question du logement et de **la ville pour tous**, liée au Grand Projet de Ville (GPV) et aux destructions injustifiées de logements sociaux.

La question du logement à Toulouse est liée à la misère et au GPV : de plus en plus de familles de travailleurs précaires ou simplement ouvrières ne peuvent plus se loger à Toulouse en raison du coût des loyers et de la pénurie des logements sociaux, aggravée par le Grand Projet de Ville. Les familles sans papiers sont très mal logées, dans des conditions déplorables en général, mais vous savez comme nous que des familles en situation régulière sont dans le même cas. Ce n'est pas qu'une affaire de papiers.

La question des papiers, elle, est directement liée à la politique du gouvernement qui refuse de reconnaître le droit des gens.

Sur ce point, nous vous proposons de vous joindre à nous pour la gagner la régularisation sur la base du travail, et pour que la ville de Toulouse soit pour tous, c'est-à-dire pour que tous les gens puissent y vivre et s'y loger correctement.

***Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis***

Toulouse, le 30/06/2005